

La montée des inégalités de revenu

Robert Hunter Wade



Robert Hunter Wade est professeur d'économie politique à la London School of Economics et professeur adjoint en relations internationales à l'université Brown. Il a été économiste à la Banque mondiale dans les années 80.

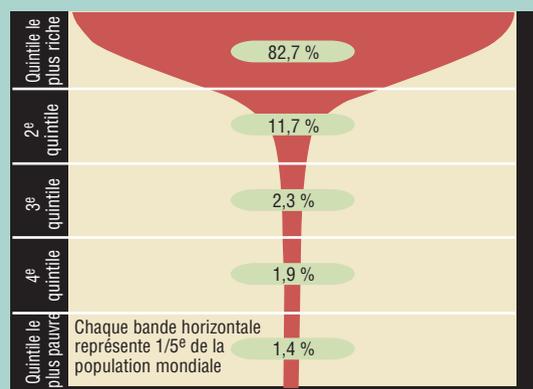
L'ÉVOLUTION de la distribution des revenus entre 6,2 milliards d'êtres humains est-elle importante? Amartya Sen, récent lauréat du prix Nobel en économie, met en garde : en débattant d'une tendance, on détourne l'attention de la question fondamentale, à savoir l'ampleur même des inégalités et de la pauvreté dans le monde. Quelle que soit la tendance de la distribution des revenus, cette ampleur est inacceptable (Sen, 2001). Il a raison, jusqu'à un certain point. La concentration des revenus mondiaux dans le quintile le plus riche de la population mondiale est choquante et ne peut en aucune manière se justifier. Le graphique ci-dessous fait état de la distribution des revenus mondiaux par quintiles. Ironiquement, il ressemble à un verre de champagne, avec une coupe large et peu profonde qui surmonte un pied le plus élargi qui soit.

Néanmoins, la tendance est importante. Bien des partisans du libre-échange et de la libre circulation des capitaux sont d'avis que la distribution des revenus dans le monde devient plus égale au fil de la mondialisation, et ils s'opposent donc à l'idée que la réduction des inégalités de revenu doit être un objectif de la politique internationale. Par ailleurs, nombre de théories de la croissance et du développement génèrent des prévisions sur l'évolution de la distribution des revenus; pour les tester, il faut disposer de données sur les tendances. En fait, selon le modèle néolibéral — qui a fourni les prescriptions connues sous le nom de «consensus de Washington» qui ont dominé la politique internationale du développement ces vingt dernières années —, à mesure que les économies nationales deviennent plus étroitement liées

par le commerce et l'investissement, la distribution des revenus tend à devenir plus égale. Et si on demande à des économistes occidentaux si la distribution des revenus est devenue plus égale ces vingt dernières années, on peut parier sans crainte que la majorité répondra «oui», ou «oui avec certaines réserves».

S'ils ont raison, ce serait un argument puissant en faveur de la «loi du développement équilibré», selon laquelle toutes les économies nationales gagnent à s'intégrer davantage dans les marchés internationaux et que les économies aux coûts faibles et où le capital est rare (pays en développement) y gagneront probablement *plus* que les économies aux coûts élevés et où le capital est abondant (pays développés). Les pays en développement qui souhaitent rattraper leur retard de niveau de vie par rapport à l'Occident doivent donc s'intégrer pleinement dans les marchés internationaux (en abaissant les droits de douane, en éliminant les restrictions aux échanges, en accordant des privilèges à l'investissement direct étranger, en accueillant des banques étrangères, en faisant respecter les droits de propriété intellectuelle, etc.) et

Répartition du PIB mondial, 1989
(Pourcentage du total, quintiles classés selon le revenu)



Source : Programme des Nations Unies pour le développement, 1992, *Rapport sur le développement humain 1992* (Paris, publié pour le PNUD par Economica).

laisser les décisions des agents économiques privés qui opèrent sur les marchés libres déterminer la composition et le volume des activités économiques sur leur territoire national. Cette stratégie d'intégration maximisera leur développement; vue sous l'angle opposé, leur stratégie de développement ne doit être rien d'autre qu'une stratégie d'intégration — ces deux stratégies étant équivalentes.

Heureusement, l'intérêt personnel des riches démocraties occidentales coïncide avec cette stratégie d'intégration des pays en développement : à mesure que ceux-ci s'enrichissent, leur demande de produits occidentaux augmente et leur capacité d'absorption de leur croissance démographique augmente elle aussi, ce qui réduit les pressions qu'exerce sur l'Occident une montée de l'immigration. La Banque mondiale, le FMI, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les autres organisations internationales de contrôle ont donc de bonnes raisons de chercher à assurer une intégration maximale des pays en développement pour le bien de tous.

Que disent les données?

La question de savoir si la distribution des revenus dans le monde est devenue plus ou moins égale ces vingt dernières années est donc très importante. Il semble que la réponse varie en fonction de la combinaison de mesures choisie. En combinant les diverses 1) mesures des inégalités (un coefficient comme celui de Gini, ou les ratios par quintiles ou déciles), 2) unités d'inégalité (même poids pour chaque pays, ou même poids pour chaque individu et pondération des pays selon leur population) et 3) méthodes de conversion des revenus dans les différents pays dans une unité commune (taux de change du marché ou taux de change qui assurent la parité de pouvoir d'achat), on obtient huit mesures différentes, chacune d'entre elles étant plausible à certaines fins. Le type de données utilisées importe aussi (comptes du revenu national ou enquête sur les revenus et les dépenses des ménages).

Aucune de ces huit mesures, selon moi, n'indique clairement que la distribution des revenus dans le monde est devenue plus égale ces vingt dernières années. Sept des huit mesures font état, à des degrés divers, d'une *montée des inégalités*. La huitième — qui utilise le coefficient de Gini, la pondération des pays selon leur population et la parité de pouvoir d'achat — ne rend compte d'aucune variation significative de la distribution des revenus, parce que le coefficient de Gini accorde trop d'importance aux variations de part et d'autre du point central de la distribution et trop peu aux variations aux extrêmes et donc, dans le cas présent, accorde plus d'importance (qu'un ratio par déciles) à la Chine en pleine croissance; la pondération des pays selon leur population a le même effet, et l'utilisation de la parité de pouvoir d'achat tend à accroître les revenus faibles plus que les revenus élevés par rapport aux taux de change du marché. Cette combinaison produit donc la hausse la moins forte des inégalités. Mais un récent document de Dowrick et Akmal (2001) indique que les «Penn World Tables», sur lesquels la plupart des calculs de la parité de pouvoir d'achat sont fondés (Heston and Summers, 1991), contiennent un biais qui rend les revenus des pays en développement plus élevés

qu'ils ne le sont effectivement. Ces tableaux *sous-estiment* donc le degré et la tendance des inégalités. Après correction de ce biais, même la plus favorable des combinaisons de mesures fait état d'une montée des inégalités de revenu ces vingt dernières années, bien que la tendance soit moins nette que celle résultant de toute autre combinaison.

On dit souvent que la méthode de la parité de pouvoir d'achat doit toujours être préférée aux taux de change du marché et que les pays doivent toujours être pondérés selon leur population, et non traités comme des unités d'observation égales. Il est clair que la méthode de la parité de pouvoir d'achat est préférable pour mesurer le pouvoir d'achat relatif, ou le bien-être matériel relatif, bien que les données disponibles ne soient pas suffisamment bonnes pour que ce soit plus que des approximations, en particulier pour la Chine et, avant le début des années 90, les pays de l'ex-URSS. Mais, outre les problèmes de données, on peut s'intéresser aux revenus à d'autres fins. En fait, pour la plupart des questions d'intérêt universel — comme les flux de migration, la capacité des pays en développement à rembourser leur dette extérieure et à importer des biens d'équipement, le degré de marginalisation des pays en développement dans le système mondial et, de manière générale, l'impact économique et géopolitique d'un pays (ou d'une région) sur le reste du monde —, nous devrions utiliser les taux de change du marché pour convertir les revenus de différents pays dans une unité commune. Après tout, la raison pour laquelle nombre de pays pauvres ne sont guère représentés dans des négociations internationales dont les résultats les touchent profondément est que les hôtels, les bureaux et les salaires dans des villes comme New York, Washington et Genève doivent être payés en dollars EU, et non en dollars ajustés selon la méthode de la parité de pouvoir d'achat. Les quatre combinaisons de mesures qui se fondent sur les taux de change du marché indiquent clairement que la distribution des revenus dans le monde est devenue *beaucoup plus inégale*.

Pourquoi les inégalités augmentent-elles?

La théorie n'est pas vraiment sans faille et les causes de la montée des inégalités de revenu sont très difficiles à établir. L'écart de croissance démographique entre les pays riches et pauvres est une première cause. La baisse des prix des matières premières hors pétrole — de plus de moitié en valeur réelle entre 1980 et le début des années 90 — en est une autre, qui touche en particulier les pays les plus pauvres. Le piège de la dette est une troisième raison. Les pays en développement à revenu intermédiaire et en croissance rapide, qui cherchent à investir et à consommer plus que ne le permet leur revenu intérieur, empruntent généralement à l'étranger et à des conditions qui sont plus favorables lorsque leur capacité de remboursement est forte et moins favorables lorsque — pendant une crise financière, par exemple — leur capacité de remboursement est faible. On a observé à plusieurs reprises pendant les années 80 et 90 que les pays qui ont libéralisé leur système financier et qui ont ensuite beaucoup emprunté — même pour accroître l'investissement, et non la consommation — ont couru un grand risque de crise financière coûteuse. Une crise les fait

redescendre dans la hiérarchie des revenus mondiaux. On peut donc comparer le piège de la dette à une force semblable à la gravité dans l'économie mondiale.

Le progrès technologique est une autre raison fondamentale de la montée des inégalités de revenu. Le progrès technologique de ces vingt dernières années tend à renforcer la tendance des activités à forte valeur ajoutée (y compris l'innovation) à se concentrer dans les économies occidentales (aux coûts élevés), et non à se disséminer dans les pays en développement aux coûts plus faibles. La Silicon Valley est typique à cet égard : les entreprises qui travaillent à l'élimination des distances s'y rassemblent dans un espace réduit. Cela s'explique en partie par la persistance de la valeur économique de la connaissance tacite et des relations «amicales» dans les activités à forte valeur ajoutée. On peut comparer vaguement le progrès technologique à la lévitation électromagnétique — une force qui maintient les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays membres de l'OCDE largement au-dessus du reste du monde dans la hiérarchie des revenus. S'il existe des phénomènes analogues à la gravité et à l'électromagnétisme dans l'économie mondiale, la théorie de la relativité doit elle aussi avoir son pendant.

Conséquences

La divergence des revenus aide à expliquer un autre type de polarisation qui apparaît dans le système mondial entre une zone de paix et une zone de conflits. D'un côté, les régions du pôle riche présentent un ordre républicain de plus en plus solide, caractérisé par une croissance économique et une tolérance libérale (sauf à l'égard des immigrants), où le progrès technologique compense l'épuisement des ressources naturelles. De l'autre, les régions des pôles à revenu intermédiaire et faible contiennent nombre d'États dont la capacité à gouverner stagne ou s'érode, essentiellement en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie centrale, dans l'ex-URSS et dans certaines parties de l'Asie de l'Est. Dans ces régions, une part croissante de la population a un accès limité aux produits et services de première nécessité, alors que certains roulent en Mercedes.

Résultat, beaucoup de jeunes sans travail et en colère, pour la plupart des hommes, à qui les nouvelles technologies de l'information ont donné les moyens de menacer la stabilité des sociétés dans lesquelles ils vivent et même la stabilité sociale des pays de la zone riche. La croissance économique dans ces pays se réalise souvent au détriment des ressources naturelles et compromet donc le potentiel de croissance. De plus en plus d'habitants de ces régions considèrent l'émigration vers la zone riche comme leur seule porte de salut, et quelques-uns sont poussés à un terrorisme rédempteur dirigé vers les symboles des puissants.

Réorienter les organisations internationales

La Banque mondiale et le FMI ne s'intéressent guère aux inégalités dans le monde. Dans son *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 : combattre la pauvreté*, la Banque mondiale note explicitement que la montée des inégalités de revenu «ne doit pas être considérée comme négative», à condition que les revenus des plus pauvres ne diminuent pas et

que le nombre de pauvres baisse ou n'augmente pas. Mais les revenus des plus pauvres ont probablement diminué en valeur absolue depuis les années 80, et on ne peut accepter l'affirmation de la Banque selon laquelle le nombre d'êtres humains subsistant avec moins de 1 dollar par jour est resté constant, à 1,2 milliard, entre 1987 et 1998, parce que la méthode de calcul utilisée en 1998 contient un biais à la baisse par rapport à celle de 1987. Supposons néanmoins que les revenus des plus pauvres ont augmenté en valeur absolue et que le nombre d'êtres humains vivant dans la misère a diminué, alors que les inégalités ont augmenté. En affirmant que la montée des inégalités ne doit pas être considérée comme négative, la Banque mondiale ignore les instabilités politiques et les flux de migration connexes qui — toutes notions de justice, d'équité et d'humanité mises à part — peuvent mettre en danger la vie des citoyens du monde riche et le caractère démocratique de leurs États.

Les organisations internationales comme la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et le système des Nations Unies doivent se préoccuper bien plus des inégalités de revenu dans le monde. Si nous pouvons faire quelque chose face au réchauffement de la planète — dont les effets sont, de la même façon, diffus et à long terme —, pourquoi ne pas agir contre les inégalités? Nous devrions commencer par rejeter la théorie néolibérale défendue par les institutions de Bretton Woods ces vingt dernières années, et aujourd'hui vivement appuyée par l'OMC, selon laquelle la stratégie de développement se résume à une stratégie d'intégration maximale de chaque économie dans l'économie mondiale, complétée par des réformes intérieures qui permettent d'assurer la viabilité d'une intégration totale. Tout comme bien d'autres données, celles sur la distribution des revenus dans le monde remettent cette théorie en question. Pour réduire les inégalités de revenu dans le monde, il faut modifier fondamentalement l'orientation de l'action de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC pour leur permettre de sanctionner les efforts que les pouvoirs publics déploient pour donner une impulsion et promouvoir des innovations institutionnelles venant des pays eux-mêmes. **F&D**

Lectures recommandées :

Steve Dowrick and Muhammad Akmal, 2001, "Explaining Contradictory Trends in Global Income Inequality: A Tale of Two Biases," *Faculty of Economics and Commerce, Australian National University*.

Alan Heston and Robert Summers, 1991, "The Penn World Tables (Mark 5): An Expanded Set of International Comparisons, 1950–1988," *Quarterly Journal of Economics* (May), p. 327–68.

Dani Rodrik, 2001, "The Global Governance of Trade as if Development Really Mattered" (unpublished).

Amartya Sen, 2001, "If It's Fair, It's Good: 10 Truths About Globalization," *International Herald Tribune*, July 14–15.

Robert Hunter Wade, 1990, *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asia's Industrialization* (Princeton University Press).

_____, 2001a, "Winners and Losers," *Economist*, April 28.

_____, 2001b, "Globalization and world income distribution: trends, causes, consequences, and public policy" (unpublished, July).